

Intervention des PE en 6e : c'est non ! Action & Démocratie interpelle Pap Ndiaye

Fin janvier, le ministre de l'EN annonçait son intention de mettre en place dès septembre 2023 une heure de « consolidation », autrement dit de soutien mathématiques/français, pour les élèves de 6^e dans le cadre du « pacte enseignant » (augmentation de salaire contre heures supplémentaires). Dans une **simple lettre** adressée aux recteurs et directeurs académiques, Pap Ndiaye indiquait en outre que cette heure pourrait être assurée par des professeurs des écoles. Ah ? Vraiment ?

En supposant qu'il nous prenne l'envie de travailler davantage, nous professeurs des écoles, quand pourrions-nous le faire ? Forcément le mercredi matin, ce qui posera évidemment des problèmes pour nous rendre en animation pédagogique ou encore pour les écoles qui fonctionnent encore en semaine de 4,5 jours. Quant à aller exercer des missions en collège, notre statut ne le prévoit guère mais le ministre semble s'en moquer, ce qui nous contraint à le lui rappeler ! Mais surtout, nous sommes dans l'obligation de rappeler aussi à monsieur Ndiaye que les PE n'ont - dans leur écrasante majorité - pas le « luxe » de travailler plus. En effet, selon l'INSEE (relayé par la D.E.P.P. qui dépend tout de même du ministère), les professeurs des écoles travaillent actuellement **en moyenne 43 heures par semaine** (source : <https://shs.hal.science/halshs-03821216>). Le travail « invisible » - heures de préparation de cours et de correction, tâches administratives, accueil, etc. - représente une large part de notre temps de travail, indispensable à l'exercice convenable de nos missions d'enseignement proprement dites. Y ajouter encore se ferait nécessairement au détriment de nos missions, ainsi que de notre santé car, le ministre semble l'ignorer, nous sommes déjà épuisés !

Signe d'une déconnexion avec la réalité frisant l'indécence, le ministre suggérait le 10 février dernier sur France Inter que **les directeurs d'école qui ont des décharges de classe pourraient aisément se rendre au collège pour y dispenser la fameuse heure de soutien !** Si ! On en est bien là et vous avez bien lu !

En vérité, **nos conditions de travail n'ont cessé de se dégrader ces dernières années et se dégradent de plus en plus vite** : inflation des tâches administratives, différenciation maximale, école inclusive ingérable, incivilités et violence en augmentation, chape de plomb sur le réel au nom du « pas de vague ». La moindre des choses serait que les 300€ de

rémunération mensuelle prévus dans le « Pacte » soient versés aux enseignants sans aucune contrepartie et à travail égal, tant pour compenser le retard de rémunération pris depuis 40 ans qu'au titre de la reconnaissance de la nation envers une profession qui s'occupe des jeunes gens sans compter ses heures et qui tient ainsi à bout de bras, pour ne pas dire à bout de force, l'avenir du pays malgré tous les efforts de nos ministres successifs pour nous compliquer la tâche.

Action & Démocratie CFE-CGC demande le retrait de ces mesures (voir ci-dessous notre courrier au ministre de l'éducation nationale). Nous en condamnons le fond comme la méthode : précipitation, illégalité et absence de concertation. Nous sommes sidérés qu'on se permette de demander à des recteurs d'appliquer dès janvier des textes qui ne sont toujours pas publiés en mars ! Une telle désinvolture en dit long, mais cela suffit !

Reconnaissons cependant à monsieur Ndiaye qu'en voulant faire intervenir les professeurs des écoles en collège, il admet au moins que le niveau en français et en mathématiques a fortement baissé à l'école et qu'il faut impérativement réagir, ce qui met fin au déni de l'institution sur cette réalité.

Eh bien soit, monsieur le ministre ! Chiche ! Ne nous contentons pas de mesurette (antisociales, inutiles et illégales de surcroît), et soyons ambitieux ! Au lieu d'envoyer **quelques** professeurs des écoles en collège pour **quelques** heures, **donnons à l'école primaire les moyens et la méthode pour remonter la pente entre autres en :**

- augmentant les heures dévolues aux enseignements fondamentaux,
- limitant les effectifs à 20 élèves par classe dans toutes les classes,
- réduisant drastiquement les tâches administratives,
- soutenant effectivement l'autorité des professeurs,
- remettant à plat l'« école inclusive » en écoutant les enseignants de terrain.

Mettre fin à 40 ans de baisse du niveau scolaire, c'est possible !

Respecter les professeurs des écoles et leur travail, c'est possible !

Avec Action & Démocratie, faisons un vrai pacte pour sauver l'école primaire.